Conseil communal de Lausanne

Rapport de la commission N° 33 Chargée de l'examen du Postulat de Pain Johan et crts – Extension de la gratuité aux transports publics aux bénéficiaires de subsides pour les caisses maladies

Présidence :	Mme Esperanza PASCUAS (soc.)
Membres présents :	M. Samuel DE VARGAS (rempl. Mme CELIK (soc.)) ; M. Yusuf KULMIYE (soc.) ; Mme Klesta KRASNIQI (PLR) ; Mme Mathilde MAILLARD (PLR) ; M. Olivier MARMY (rempl. M. SEILER (PLR)) ; Mme Nathalie CARUEL (Les Verts) ; M. Ilias PANCHARD (rempl. Mme D'ACREMONT (Les Verts)) ; Mme Tatiana TAILLEFERT (Les Verts) ; M. Johan PAIN (EàG)
Membres excusés :	Mme Joëlle RACINE (soc.) ; M. Thibault SCHALLER (UDC) ; Mme Clara SCHAFFER (v'lib.)
Représentante de la Municipalité :	Mme Emilie MOESCHLER, directrice de Sport et Cohésion sociale.
Invité-e-s :	Mme Christelle JOLY, secrétaire générale de Sport et Cohésion sociale Mme Marie-Noëlle DOMON, adjointe à la secrétaire générale de Sport et Cohésion sociale
Notes de séances	Mme Camille LEMERY

Lieu : salle des Commissions de l'Hôtel de Ville

Date : : 27.02.2025

Début et fin de la séance Début 17h10 – 17h50

Tout d'abord, on salue les mesures déjà existantes de subventions partielles ou entières des transport publics (Enfants scolarisés et habitant à plus de 1km, AVS/AI aux PC, demi-tarif pour les étudiants ...). Ce postulat vise les personnes les plus précaires qui ne sont pas dans les catégories mentionnées.

Il est recommandé de prendre des mesures, dans les années à venir, pour que la gratuité des déplacements en transports publics soit généralisée. Cela serait un des moyens de lutter contre l'isolement des personnes qui restent coïncées au domicile vu le prix élevé des billets des bus et pour une cohérence avec les politiques de respect de l'environnement.

Les réflexions exposées lors de la commission :

- le principe de base d'une écologie politique des transports publics consiste à refuser la gratuité indifférenciée et dans la mesure du possible à rendre l'accès attractif et supportable sans discrimination, c'est-à-dire à un prix abordable. Les coûts pour assurer une desserte fine, une fréquence adaptée aux besoins effectifs, et des services assurant la couverture, sont considérables, donc une part, raisonnable, des coûts doit être assurée par les usager-e-s en fonction du bénéfice qu'ils tirent de ces services publics.
- Un autre aspect est la supportabilité non-discriminatoire. Les sacrifices en la matière comme dans d'autres secteurs tels que la politique climatique, ne sont acceptables et ne peuvent être appliqués que, si les usager-e-s peuvent de manière réaliste opérer un choix modal, en particulier renoncer à l'emploi voire à la propriété d'un véhicule privé. Il est important de tout faire pour se

Conseil communal de Lausanne

passer de voitures à moteur thermiques, définitivement et au moins en passant à l'électrique, objectif qui suppose que soient offerts des transports publics à un prix abordable, surtout pour celles et ceux qui ne peuvent se payer une voiture électrique et qui sinon opteraient sans doute en nombre pour faire durer au-delà de la limite raisonnable de vieilles voitures polluantes.

- Mieux cibler les mesures, jusqu'à maintenant les rabais consentis aux bénéficiaires des prestations complémentaires (PC) sont certes adéquats mais que ceux octroyés aux jeunes et aux seniors produisent un effet d'aubaine car tout le monde dans ces catégories n'en a pas financièrement besoin.
- Analyser le montant investi au regard du nombre de personnes concernées par la mesure suggérée. S'il est jugé trop considérable, cela montrerait l'ampleur du problème de la précarité à Lausanne et justifierait d'envisager par exemple une gratuité partielle uniforme graduée, cela sur la base de données recueillies dans le cadre de la politique cantonale de subventionnement des primes de l'assurance maladie ou d'autres subventions analogues.
- Il serait une bonne chose d'étendre le cercle des bénéficiaires plutôt que de renforcer les subventions pour ceux qui en bénéficient déjà, notamment car cela permettrait de toucher une plus grande partie de la population avec le même budget. Par contre, pas forcément pour la prise en charge 100% du prix de l'abonnement.
- Une politique sociale d'accès aux transports publics est nécessaire, mais par rapport aux objectifs du plan climat lausannois et si le postulat concerne les zones 11 et 12, il faut se poser la question de l'impact direct sur le transfert modal et sur l'impact climatique.
- On se demande qui prendrait en charge ce projet et quel est l'avis de la direction des TL
- La classe moyenne est souvent exclue des catégories qui bénéficient de subventions. Dans le contexte de ce postulat, la classe moyenne n'est donc pas incitée à troquer son véhicule personnel pour les transports publics.
- Il est soulevé une confusion par rapport à deux objectifs mentionnés dans le postulat ; d'une part, celui de renforcer les objectifs climatiques et d'autre part, l'objectif social, le « Droit à la Ville ». Concernant l'objectif climatique, le postulat ne permettra pas d'atteindre l'objectif. Le cas de Genève, où 10 ans auparavant une initiative populaire avait abouti à une réduction de 30% des coûts des transports publics et qui n'a eu aucun effet sur le report modal.

Quant à l'ambition de généraliser la gratuité, plusieurs exemples des villes européens qui l'ont mise en œuvre, il n'aurait eu aucun effet non plus.

Il est dit aussi que les transports publics sont un service très coûteux. Les usagers payeraient entre 30 et 50 % des coûts de la structure et de l'entreprise de transport, ce semblerait une proportion correcte.

Si une gratuité est visée, qui compenserait les pertes de recettes, alors même que de lourds investissements sont prévus pour le tram ou encore le M3. Si ce n'est pas l'utilisateur, ça sera le contribuable, et notamment la classe moyenne. Il est souligné que l'union des transports publics (UTP) est contre la gratuité. Il est mentionné qu'au niveau de la Constitution il n'est pas autorisé d'offrir la gratuité des transports publics.

La Municipale en charge de Sport et Cohésion sociale rappelle que le projet de la Municipalité est de soutenir l'accessibilité aux transports publics pour toute la population C'est un projet qui se fait graduellement, notamment pour des questions de coûts, étant donné que c'est la Ville qui prend en charge les coûts relatifs aux transports publics. Elle précise aussi que les personnes bénéficiant de subsides à l'assurance maladie représente 42% de la population lausannoise. Elle rappelle qu'actuellement, les enfants scolarisés qui vivent à plus d'1 km de l'école ont la gratuité des transports publics, et ceux qui vivent à moins d'1 km de l'école, mais aussi les retraités, les